



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le paradoxe du chômage déguisé et ses conséquences

Michel Bourdon

Citer ce document / Cite this document :

Bourdon Michel. Le paradoxe du chômage déguisé et ses conséquences. In: Économie rurale. N°87, 1971. pp. 57-66;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1971.2136>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1971_num_87_1_2136

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La plupart des modèles de développement conçus pour économie dualiste utilisent comme pivot de croissance le phénomène bien connu de chômage déguisé qui semble offrir d'intéressantes potentialités dans la mise en œuvre d'un démarrage toujours problématique. Il importe cependant de rester sur ses gardes dans l'utilisation opérationnelle de ce concept car d'une part il n'a pas encore donné lieu à une analyse théorique décisive qui ferait l'unanimité parmi les auteurs, et d'autre part l'expérience a prouvé combien il demeure difficile d'absorber les chômeurs « invisibles » dans des activités réellement productives. Plusieurs voies sont certes possibles mais toutes doivent néanmoins supporter le coût social du chômage occulte : on s'aperçoit alors que le secteur urbain qui recueille les surplus de population agricole entretient des rapports étroits avec l'agriculture traditionnelle.

Abstract

The paradox of hidden unemployment and its consequences - Most economic development models make use of the well-known phenomenon of hidden unemployment as the keystone of growth, a phenomenon which seems to offer interesting potentialities in the realization of a by no means certain « take-off ». Nevertheless one must be careful how one uses this concept for, on the one hand, it has not yet given rise to a conclusive theoretical analysis accepted by all writers on the subject, and on the other, experience has shown how difficult it is to absorb the « invisible » unemployed in activities which are really productive. Several patterns are possible but all must nevertheless bear the social cost of hidden unemployment : one realizes then that the city which receives the surplus agricultural population still keeps up a close relationship with traditional agriculture.

LE PARADOXE DU CHOMAGE DÉGUISÉ ET SES CONSÉQUENCES

par Michel BOURDON

Chaire d'économie rurale, ENSA Rennes

La plupart des modèles de développement conçus pour économie dualiste utilisent comme pivot de croissance le phénomène bien connu de chômage déguisé qui semble offrir d'intéressantes potentialités dans la mise en œuvre d'un démarrage toujours problématique. Il importe cependant de rester sur ses gardes dans l'utilisation opérationnelle de ce concept car d'une part il n'a pas encore donné lieu à une analyse théorique décisive qui ferait l'unanimité parmi les auteurs, et d'autre part l'expérience a prouvé combien il demeure difficile d'absorber les chômeurs « invisibles » dans des activités réellement productives. Plusieurs voies sont certes possibles mais toutes doivent néanmoins supporter le coût social du chômage occulte : on s'aperçoit alors que le secteur urbain qui recueille les surplus de population agricole entretient des rapports étroits avec l'agriculture traditionnelle.

The paradox of hidden unemployment and its consequences

Most economic development models make use of the well-known phenomenon of hidden unemployment as the keystone of growth, a phenomenon which seems to offer interesting potentialities in the realization of a by no means certain « take-off ». Nevertheless one must be careful how one uses this concept for, on the one hand, it has not yet given rise to a conclusive theoretical analysis accepted by all writers on the subject, and on the other, experience has shown how difficult it is to absorb the « invisible » unemployed in activities which are really productive. Several patterns are possible but all must nevertheless bear the social cost of hidden unemployment : one realizes then that the city which receives the surplus agricultural population still keeps up a close relationship with traditional agriculture.

Le concept de chômage déguisé (1) imaginé il y a bien longtemps par J. Robinson n'a toujours pas fini d'étonner bien qu'il ait perdu tout lien avec la signification originelle très keynésienne que lui donnait l'économiste de Cambridge. Lors de ses premières recherches sur les mécanismes du sous-développement, Rosenstein-Rodan reprit en effet le terme à son compte et, depuis lors, le chômage déguisé est devenu un outil d'analyse destiné à caractériser les conditions d'emploi de la population agricole dont on ne connaît que trop le degré de sous-utilisation dans toute économie attar-

dée. On sait que le sous-emploi qui sévit dans une agriculture traditionnelle est qualifié de chômage occulte parce qu'il se masque sous des activités de rendement faible, voire négligeable ; cette constatation entraîne comme corollaire immédiat qu'un certain nombre de travailleurs du secteur primaire pourrait ainsi constituer un réservoir de main-d'œuvre disponible permettant de favoriser l'essor de l'indispensable processus d'industrialisation.

Dans la quasi-totalité des pays sous-développés, même peu densément peuplés, de nombreuses observations et enquêtes témoignent concrètement que la population engagée dans l'agriculture est faiblement et mal employée et qu'il semblerait en conséquence possible et souhaitable d'en retirer une fraction sans que l'output agricole total n'en soit apparemment affecté : c'est dire en d'autres termes que le phénomène de chômage caché s'accompagne

(1) Ces réflexions sont un prolongement d'une étude antérieure plus approfondie à laquelle nous nous permettons de renvoyer éventuellement le lecteur : « La théorie du chômage déguisé dans une agriculture sous-développée et surpeuplée ». Thèse de Sciences Economiques. 1968. Ronéo. ENSA Rennes.

d'un excédent de main-d'œuvre improductive allant de pair avec une économie de type « labor surplus ». Il convient d'ajouter que le chômage déguisé ainsi entendu s'analyse dans une optique statique, c'est-à-dire en l'état des techniques existantes et que tout raisonnement est conduit en fonction du postulat *ceteris paribus* excluant donc toute modification ou amélioration des méthodes de production en vigueur.

En dépit de cette esquisse sommaire, le chômage déguisé demeure néanmoins un thème de réflexion à multiples facettes, constamment débattu et toujours d'actualité (2) : son originalité spécifique semble défier la logique économique usuelle et l'on sait à quel point les

paradoxes ont toujours exercé sur les économistes une grande séduction depuis le plus ancien souligné par Bodin jusqu'au très récent mis en valeur par Leontief.

Nous nous proposons d'explicitier brièvement la curiosité du concept en présentant les controverses qui se sont fait jour sur la nature du chômage caché, ce qui nous permettra ensuite d'en tirer les conséquences quant à l'utilisation des surplus de main-d'œuvre en vue de la mise en œuvre du développement ; nous tenterons enfin de préciser les liens existant dans une économie dualiste entre le sous-emploi qui se manifeste à la fois en agriculture et dans les grandes agglomérations urbaines.

LES DISCUSSIONS SUR LE PARADOXE DU CHOMAGE DEGUISE

En termes d'analyse économique la notion de chômage invisible telle que nous l'avons communément définie, conduit à admettre l'existence d'une productivité marginale nulle du travail dans le secteur de subsistance ; or la théorie des fonctions de production nous enseigne qu'un tel phénomène est incompatible avec la rémunération des facteurs puisqu'il se traduirait alors par aucune rétribution de l'input en cause et on envisage mal à priori comment concevoir le contenu d'un salaire réduit à rien lequel doit nécessairement être égal à un minimum institutionnel garantissant au moins le niveau de subsistance. Ainsi posé, l'épineux problème du chômage déguisé est donc de savoir si normalement il peut ou non y avoir nullité du produit marginal dans une agriculture sous-développée et toutes les discussions des théoriciens tournent autour de cette éventualité qui frise le paradoxe.

De fortes divergences sur ce propos ont mis aux prises des économistes de notoriété incontestée parmi lesquels, pour ne citer que les chefs de file, d'une part Lewis, Rosenstein-

Rodan, Nurkse, farouches partisans du chômage déguisé stricto sensu qui atteindrait souvent le quart des populations intéressées, d'autre part Viner, Haberler, Schultz niant au contraire le phénomène et pour lesquels la productivité marginale du travail agricole, si faible soit-elle, serait toujours positive, sans compter ceux qui restent prudents ou dubitatifs tels Meier, Higgins ou Myint.

Une étude approfondie démontre en fait que l'assimilation du chômage occulte à la nullité du produit marginal, grand terrain de discord entre tenants et adversaires se révèle être un faux paradoxe que l'on peut, en résumant, combattre par une quadruple argumentation :

— La plupart des mesures statistiques des excédents de main-d'œuvre agricole, outre qu'elles pèchent toujours par manque de précision, confondent en une seule estimation des surplus endémiques et temporaires : or, le chômage déguisé et le chômage saisonnier, lié aux inéluctables temps morts des cycles végétatifs, constituent deux formes de sous-emploi bien distinctes que l'on doit dissocier avec grande précaution. Il reste alors à prouver que la main-d'œuvre disponible, peut-être inutile à certaines périodes de l'année, n'en reste pas moins fortement productive, lors des pointes de travail qu'exige toute campagne agricole, d'où la tendance à surestimer le volume « apparent » du chômage caché. De toutes façons on ne peut appréhender la véritable nature structurelle du chômage déguisé si l'on se réfère au seul temps de labeur, car des agriculteurs, malgré une incessante présence au travail, peuvent être à leur insu des « chômeurs camouflés ».

(2) La bibliographie pourtant complète de l'ouvrage cité devrait en effet au moins s'enrichir de quelques articles, notamment : JORGENSEN (D.). — « Surplus agricultural labor and the development of a dual economy ». Oxford Economic Papers, novembre 1967. — WELLISZ (S.). — « Dual economies, disguised unemployment and the unlimited supply of labour ». *Economica* n° 137, février 1968.

Le chômage invisible vient de faire récemment l'objet d'un vaste panorama : RULLIERE (G.). — « Le chômage déguisé, mythe ou réalité ». *Revue d'Economie Politique*, N° spécial sur l'agriculture, mars-avril 1969. Cf. également FRANKLIN (N.). — « Emploi et chômage : Théories et pratiques » — *Revue Internat. du Travail*. BIT, mars 1969.

— La remarque précédente nécessite ainsi la prise en compte de l'intensité du travail, car la notion de surplus de main-d'œuvre est en elle-même ambiguë. Une distinction doit être faite entre produit marginal du travail et produit marginal par travailleur : dès lors l'existence de travailleurs surabondants à rendement négligeable peut n'être pas en conflit avec une productivité marginale bien supérieure à zéro si l'input travail est mesuré en unités homogènes (du genre UTH) plutôt que par le nombre de travailleurs. On se heurte cependant à un ultime obstacle car aborder le problème du chômage déguisé sous l'angle de la nullité du produit marginal suppose résolu le problème de l'indivisibilité de la main-d'œuvre dans le processus de production propre à toute agriculture archaïque.

— Il paraît également fort utile de revenir un instant sur les bases de l'analyse néo-classique selon laquelle le salaire est déterminé conjointement par le montant du produit marginal et celui des effectifs. Cette théorie veut dire qu'au niveau de plein emploi la productivité marginale détermine certes le salaire, cependant dans une agriculture sous-développée à main-d'œuvre excessive, où par définition le sous-emploi est la règle, il devient alors incorrect de soutenir que le produit marginal fixe le prix du travail ; la théorie de la productivité marginale n'est pas une théorie du salaire mais une théorie de la demande de travail. En conséquence, l'apparente contradiction entre un salaire substantiel et un rendement marginal nul perd de son intérêt puisque, si l'on abandonne l'hypothèse du plein emploi, la théorie n'a jamais indiqué que le salaire était fonction de la productivité marginale : le soi-disant paradoxe du chômage déguisé est alors en grande partie éliminé et oblige à pousser le raisonnement au-delà.

— En définitive, comment garantir le paiement d'une main-d'œuvre dont le produit marginal est très faible ou nul étant entendu que le revenu par tête ne peut descendre au-dessous d'un certain seuil minimum ? La réponse est relativement simple : dans une agriculture plus ou moins communautaire reposant sur le système de la « famille étendue », les opérations de production et de répartition sont collectives et non individuelles : ceci implique un partage en fonction du rendement moyen et les travailleurs marginaux à basse productivité reçoivent forcément une part plus grande que leur propre contribution. C'est donc le produit moyen qui devient le seul critère de base à toute rémunération, alors que le produit marginal perd toute signification opérationnelle dans la recherche de l'efficacité. La

nullité de l'output marginal ne saurait donc être un élément constitutif du sous-emploi invisible, car il ne représente en fait qu'un cas extrême de surcharge démographique : une productivité marginale nulle n'est qu'une condition suffisante mais non nécessaire à une situation de chômage déguisé qui correspond seulement à un produit marginal inférieur au niveau de subsistance.

Ces réflexions permettent de démystifier grandement les causes essentielles du paradoxe inhérent au chômage caché et toutes les querelles auxquelles il a donné lieu. Il faut bien reconnaître que certaines des premières constructions théoriques échafaudées sur la « prétendue doctrine d'une productivité à la marge égale à zéro », pour reprendre l'expression de Schultz, reposaient sur des analyses quelque peu obscures. Une mise au point s'avère maintenant indispensable pour éclaircir définitivement les discussions concernant le chômage déguisé. Le fond du problème consiste à comprendre que les sources de divergence ou de contradiction fréquemment mises en avant ne peuvent trouver un terrain d'entente car elles correspondent en fin de compte à deux voies d'approche différentes que l'on peut difficilement concilier : la plupart des hypothèses sous-jacentes à chacune de ces analyses ne peuvent être fusionnées, car tout raisonnement s'appliquant à l'une ne s'applique généralement pas à l'autre, d'où la nécessité d'une nette scission entre ces deux groupes de théories afin d'éviter tout risque de confusion.

Si l'on excepte d'emblée le sens keynésien que lui attribuait J. Robinson, on doit fondamentalement distinguer deux versions du chômage déguisé :

— la version ricardienne au malthusienne illustrant une situation où le produit moyen atteint juste le niveau de subsistance : il peut être alors vraisemblable que le produit marginal soit nul, le chômage occulte provenant avant tout d'un excès de population ;

— la version structurelle, la plus largement acceptée aujourd'hui, selon laquelle le produit moyen est notablement supérieur au niveau de subsistance et s'accompagne d'un rendement marginal positif, mais celui-ci est en agriculture très nettement inférieur à son homologue dans les autres secteurs de l'économie : le chômage caché naît alors d'une mauvaise allocation du facteur travail.

Toute tentative de synthèse entre ces deux types d'analyse prête alors le flanc à la critique car on ne peut prétendre conférer au chômage déguisé une nature hybride entre ces

deux versions. Un examen approfondi du sous-emploi occulte repose finalement sur la manière d'envisager les mécanismes d'expansion d'une économie sous-développée à structure dualiste selon le cheminement de pensée classique ou au contraire néo-classique : la principale différence entre ces deux optiques ne porte pas sur le niveau positif ou nul du produit marginal de l'agriculture traditionnelle mais sur les conditions qui gouvernent l'offre de travail en faveur du secteur d'accueil qui s'industrialise ;

— dans le modèle classique, en raison même de l'existence de chômage caché, le travail est supposé disponible en quantité « illimitée » assorti d'un salaire réel constant ;

— dans le modèle néo-classique, la main-d'œuvre n'est utilisable qu'en quantité limitée, car malgré la présence de chômage déguisé, la productivité marginale est positive, si bien que le salaire d'appel n'est plus fixe mais s'élève au fur et à mesure des transferts.

En se situant délibérément dans le cadre d'interprétation néo-classique, schéma de nos jours le plus convaincant, on perçoit aussitôt combien le chômage occulte est loin de créer

l'offre de travail à élasticité infinie dont parle Lewis puisqu'il naît seulement de la coexistence d'une agriculture de subsistance où règne l'éthique du partage et d'un secteur urbain qui obéit aux règles usuelles de maximisation du produit. Ainsi est-il préférable de définir le chômage déguisé non comme un état de nullité du rendement marginal mais comme une situation où la rémunération de la main-d'œuvre est supérieure à sa productivité marginale, phénomène tout à fait compatible avec un statut labor-surplus ; cette optique permet ainsi de déterminer l'ampleur du chômage caché par l'écart persistant entre le produit marginal de chaque branche ce qui du même coup mesure l'inefficacité dans l'affectation de la force de travail.

Dès lors, si le chômage déguisé s'identifie avant tout à une répartition bi-sectorielle inadéquate du facteur travail, il convient d'examiner la problématique de l'industrialisation en relation avec les modifications dans la structure de la production et de l'emploi : c'est l'immense problème de l'essor d'une économie dualiste à partir de l'absorption des surplus de main-d'œuvre que constitue la masse des chômeurs invisibles.

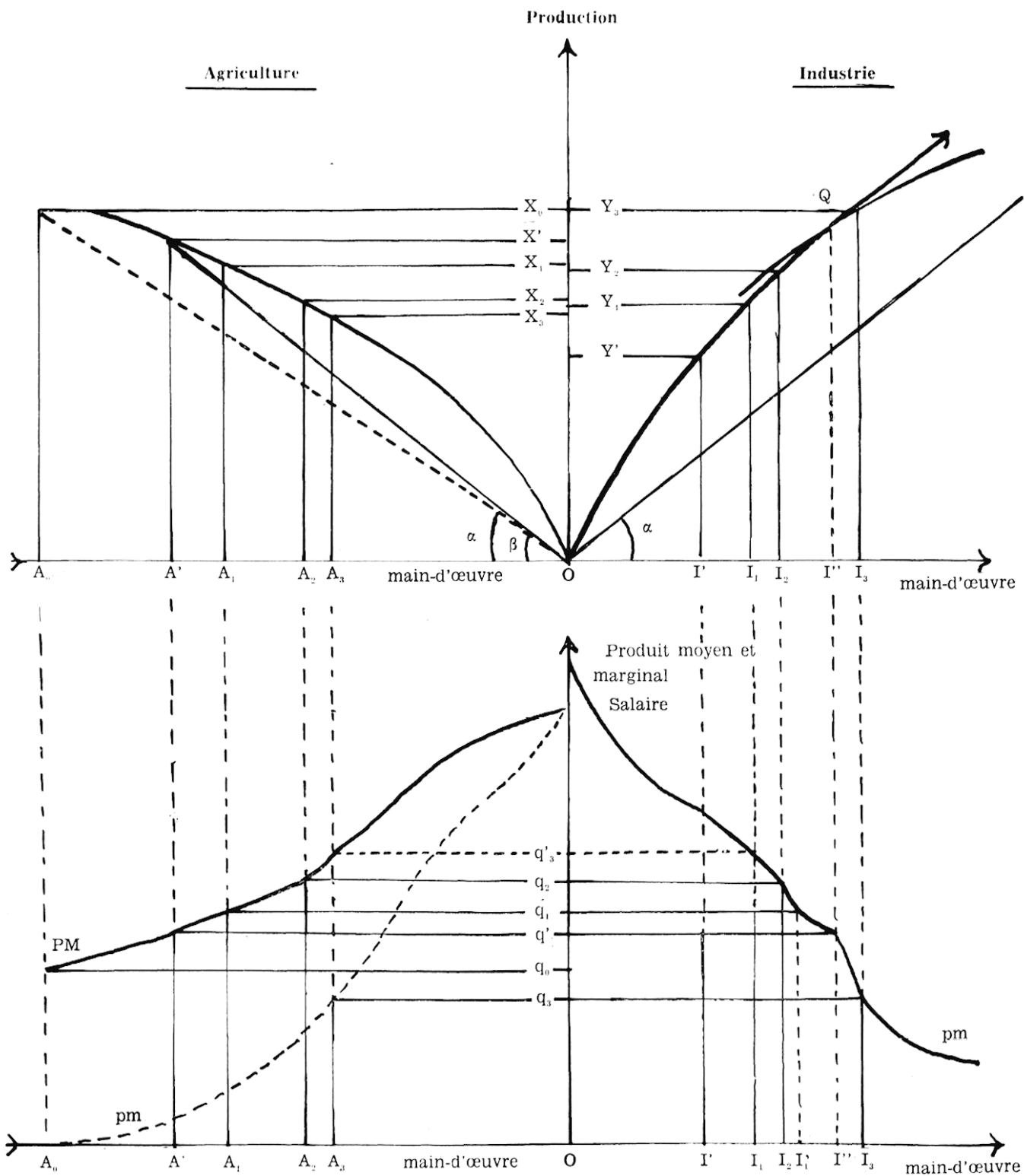
L'UTILISATION PROGRESSIVE DU CHOMAGE DEGUISE DANS LE DEVELOPPEMENT D'UNE ECONOMIE

En raison des structures inarticulées en pays insuffisamment développé, toute théorie valable du développement s'ordonne essentiellement autour des changements devant intervenir à la fois dans la composition organique du PIB et dans la répartition sectorielle de la population active ; les économies à croissance retardée ont ainsi à résoudre le problème d'une ré-allocation de leur main-d'œuvre propre à déclencher l'évolution qui s'impose dans les structures économiques. La mise en œuvre du processus de développement peut alors schématiquement s'interpréter comme le transfert souhaitable des travailleurs agricoles excédentaires à basse productivité vers le secteur capitaliste naissant qui, seul, peut les absorber utilement en leur garantissant le plein emploi et une forte productivité (3).

(3) Il ne s'agit ici que de « dégrossir » un problème très vaste qui est abordé dans toute son ampleur dans le remarquable ouvrage de RANIS et FEI : « Development of the labor surplus economy : theory and policy ». Homewood, Illinois.

Les caractéristiques mêmes du sous-emploi structurel commandent les modalités de la politique économique applicable. Les entrepreneurs du secteur moderne embryonnaire ne peuvent que puiser dans les actifs en surnombre que recèle l'agriculture de subsistance : la stratégie de l'industrialisation consiste alors à opérer une translation de main-d'œuvre dans le sens agricole - non agricole, en fonction des liens potentiels existant entre le chômage caché et le taux de salaire de migration. Comme l'a clairement montré le professeur Lewis, tout agriculteur susceptible de quitter la terre est guidé dans sa décision par le niveau du rendement moyen de la branche et, si l'on néglige le coût du transfert, le salaire d'appel doit donc être basé sur le produit moyen obtenu en agriculture, lequel fixe le plancher minimum à l'exode rural.

Les fondements du chômage déguisé, précédemment explicités, vont maintenant nous servir à préciser les conditions d'offre du travail s'exerçant vers le secteur industriel, l'ensemble de notre analyse pouvant utilement être exposé



à partir d'un diagramme dual à concordance verticale. Notre double graphique représente les fonctions de production de l'agriculture (à gauche) et de l'industrie (à droite) : ces courbes de production (axe des y) en fonction du volume de la main-d'œuvre (axe des x) sont tracées de telle manière qu'en tout point le produit par travailleur est toujours plus élevé dans le secteur industriel que dans l'agriculture traditionnelle, hypothèse réaliste que l'on est toujours en droit d'escompter. Le cadran supérieur montre l'évolution de l'output total de chaque secteur et le cadran inférieur lui correspondant indique celle des produits moyens et marginaux servant également à mesurer la rémunération du travail : point n'est besoin de faire figurer le produit moyen industriel qui n'a aucune valeur opérationnelle puisque les entrepreneurs fondent leur embauche sur le produit marginal de leur main-d'œuvre, alors qu'au contraire, comme nous l'avons vu, c'est le produit moyen qui est décisif du côté agricole en raison de la contrainte du partage.

En recourant à l'illustration graphique, notre analyse peut se scinder en plusieurs étapes.

Situation initiale

Imaginons à l'origine un secteur industriel inexistant et toute la population exclusivement concentrée dans les activités agraires ; les conditions de la production déterminent ainsi un produit agricole OX_0 (qui est alors en même temps le Produit Intérieur) réalisé par une main-d'œuvre totale OA_0 . La tangente de l'angle β donne, bien sûr, le montant du produit moyen que l'on peut tout aussi bien lire en q_0 sur le graphique du bas : on peut facilement imaginer que ce rendement moyen est très proche d'un faible niveau de subsistance.

Il est évident que les travailleurs compris entre A' et A_0 ne sont guère productifs : nous avons même supposé qu'à la limite la courbe de production devenait horizontale ce qui implique un produit marginal nul : dans une optique classique cette hypothèse représente le cas type du chômage déguisé mais, comme nous l'avons suffisamment répété, ce n'est pas une question primordiale mais simplement annexe.

Le démarrage

Il est provoqué par l'action des entrepreneurs qui vont créer un secteur moderne en recrutant leur main-d'œuvre dans les excédents de population rurale. Pour être suffisam-

ment attractive, et enrayer ainsi immobilisme et stagnation, la première rémunération « urbaine » doit évidemment être supérieure au produit moyen du secteur de provenance : un tel salaire peut être fixé sur la droite de la figure supérieure, par la tangente de l'angle $\alpha > \beta$; en traçant symétriquement côté gauche le même angle, on voit aussitôt que A_0A' sont susceptibles d'émigrer en ville où ils amélioreront notablement leur gain. La conduite des chefs d'entreprise désirant maximiser leurs profits est alors claire : ils sont prêts à embaucher des travailleurs jusqu'au point où la valeur du produit marginal est égale au salaire c'est-à-dire jusqu'en I'' point d'abscisse correspondant à Q point où la tangente à la courbe est parallèle à la droite de l'angle α . Que se passe-t-il simultanément sur le graphique inférieur au niveau de salaire q' ? Côté agricole A_0A' sont disposés à partir, côté industriel OI'' sont susceptibles d'être accueillis ; or A_0A' étant plus petit que OI'' ce sont donc les disponibilités en main-d'œuvre agricole qui, curieusement, constituent le facteur limitant et seuls A_0A' travailleurs migreront pour se retrouver en OI' (puisque $OI' = A_0A'$ sur notre graphique).

Comment dès lors se caractérise notre économie ?

D'une part, le « take off » a fait disparaître du secteur agraire les travailleurs à productivité nulle (à supposer qu'il y en eût) mais en est-il de même pour toute forme de chômage déguisé : non bien entendu, puisque la structure de la population active $OA'-OI'$ révèle (sur le graphique inférieur) les énormes différences (de l'ordre de 1 à 10) qui subsistent entre les produits marginaux du travail en A' et I' : notre économie est encore très inefficace et souffre bien de sous-emploi caché en ce sens que la réallocation de la main-d'œuvre du primaire vers le secondaire accroîtrait de beaucoup le produit intérieur.

D'autre part, on est loin de l'hypothèse d'offre de travail « illimitée » évoquée par maints auteurs car l'offre effective n'est que OI' alors que les employeurs embaucheraient volontiers OI'' soit le double d'après notre figure : ainsi s'explique que, paradoxalement, même dans une économie labor-surplus, lorsque les salaires sont bas, on peut être en présence d'une pénurie de main-d'œuvre et d'un déséquilibre quantitatif sur le marché de l'emploi au détriment de la demande de travail.

Enfin, le transfert permet une opération payante puisque le produit total $OX' + OY'$ est plus grand que le seul OX_0 . Un petit problème cependant quant au niveau du produit agricole : il est certain que le retrait des tra-

vailleurs à rendement négligeable ou nul ne perturbe en rien la production, néanmoins, sur notre diagramme, le départ de A_0 à A' fait légèrement baisser le produit de OX_0 à OX' ; il est alors raisonnable de supposer que la diminution de la pression démographique sur les exploitations se traduira par un moindre gaspillage et une meilleure organisation de la production et que, tout compte fait, la baisse du produit agricole sera imperceptible ; à moins de supposer l'existence initiale d'un surplus de biens agricoles, force est bien de faire cette hypothèse faute de quoi le mécanisme des transferts se bloquerait.

Le lancement

Étudions maintenant le comportement de notre économie dualiste durant les phases ultérieures : le « décollage » va logiquement se poursuivre par le lancement définitif du processus de développement, lequel repose sur un certain rythme de croissance des productions et des revenus s'accompagnant de transferts de main-d'œuvre. Les entrepreneurs, ayant réinvesti leurs premiers profits, entretiennent la dynamique du système, mais c'est toujours le couple produit moyen agricole - produit marginal industriel qui dicte leur conduite et détermine simultanément les structures démographiques. Afin d'assurer l'expansion, les chefs d'entreprise vont à nouveau faire appel au réservoir de main-d'œuvre du secteur de subsistance qui, pour le moment, est le seul à pouvoir éviter de sérieux goulots d'étranglement : en fonction des enseignements précédents, la hausse des salaires primitifs reste l'unique moyen d'attirer une main-d'œuvre dont le besoin se fait sans cesse plus pressant.

Dès lors, trois styles de croissance sont schématiquement réalisables par cette économie.

1^{re} voie : Croissance moyenne avec maintien d'un important volume de chômage déguisé

Les entrepreneurs peuvent penser que, bien que nécessaire, l'élévation des appointements n'a pas besoin d'être spectaculaire et qu'une amélioration de Oq' en Oq (cadran inférieur) sera largement suffisante pour disposer d'une abondante main-d'œuvre qui pourrait ainsi passer de OI' en OI . Une rémunération urbaine en q améliore la position des travailleurs agricoles $A'A_1$ qui migreront en ville et qui viendront grossir la masse des ouvriers jusqu'en I_1 (car $A'A_1 = I'I_1$) : on assiste là encore à un déficit de main-d'œuvre industrielle puisque

la demande de travail $I'I_1$ n'est satisfaite qu'à concurrence de $I'I_1$.

Au total, la nouvelle répartition de la population active est OA_1 en agriculture et OI_1 en industrie : le graphique supérieur nous montre la croissance de la production totale qui passe à $OX_1 + OY_1$ (plus grand que la précédente $OX' + OY'$) : on ne peut cependant plus, comme précédemment, négliger le niveau de la production agricole, car si l'on gagne $Y'Y_1$ en biens industriels on perd tout de même $X'X_1$ en biens agricoles et l'on franchit ainsi le seuil de l'approvisionnement alimentaire de notre économie : on est alors obligé de supposer que le surcroît de production manufacturée permette d'importer avec bénéfice la fraction complémentaire de production agricole sacrifiée : cette hypothèse est très plausible à condition que les termes de l'échange ne se dégradent que de peu.

Notre économie occupe toujours une main-d'œuvre importante dans le secteur agricole (65 %) mais recèle encore du chômage déguisé structurel puisqu'en A_1 et I_1 les productivités marginales sont cependant loin de s'égaliser (elles restent encore dans le rapport de 1 à 5).

2^{me} voie : Croissance moyenne avec forte diminution du chômage caché mais apparition du chômage déclaré

Désireux d'accroître rapidement leur potentiel de production, les responsables du secteur capitaliste peuvent décider de pratiquer d'emblée une politique de « hauts » salaires afin de disposer de suite d'un important volant de main-d'œuvre. Si par exemple le salaire d'appel est fixé à q_2 (figure du bas), on voit aussitôt que $A'A_2$ travailleurs du secteur agricole quitteront les campagnes pour s'embaucher en usine ; toutefois, à l'inverse de la situation précédente, les entrepreneurs ne sont disposés à un tel salaire qu'à utiliser $I'I_2$ ouvriers supplémentaires ; c'est maintenant l'offre qui est supérieure à la demande de travail et qui condamne alors à l'inactivité réelle la différence numérique $A'A_2$ moins $I'I_2$. Le produit total résultant des transferts est $OX_2 + OY_2$, ce qui garantit une croissance quantitative identique à la voie antérieure (puisque sur notre graphique $OX_1 + OY_1 = OX_2 + OY_2$), à condition d'admettre bien entendu des rapports de prix agricoles-industriels constants.

Dans cette économie, l'équilibre bi-sectoriel de la main-d'œuvre $OA_2 - OI_2$ est réalisé au prix d'un chômage urbain égal à l'équivalent

des effectifs $A'A_1$ (soit 10 % de la population totale) qui, ayant migré, n'ont pu trouver d'emploi dans les entreprises. Ce chômage déclaré ne suffit cependant pas à annuler tout chômage déguisé dans le secteur de subsistance : le rendement marginal du paysan en A_2 est moindre que celui de l'ouvrier en I_2 , mais l'écart s'est considérablement résorbé par rapport au premier cas (il est maintenant du simple au double).

Notons enfin qu'il pourrait théoriquement exister une variante extrême à cette deuxième voie. Si le salaire qui induit les transferts s'élève de q_2 en q'_2 , $A'A_2$ travailleurs agricoles (au lieu de $A'A_1$) vont désormais se diriger vers le secteur moderne qui, de son côté, ne pourra en utiliser rentablement qu' $I'I_1$. Les conditions de l'équilibre empirent donc puisque la population effectivement employée $OA_2 - OI_1$ laisse l'équivalent de $A_1 A_2$ (soit 20 % de la main-d'œuvre totale) en état de chômage visible sans pour autant faire disparaître toute trace de chômage occulte. En outre, le produit total $OX_2 + OY_1$ est à un niveau inférieur au PIB obtenu lors du démarrage : il n'y a plus croissance mais récession jointe à une aggravation du chômage, l'industrialisation se révélant alors néfaste sur le plan de l'ensemble de l'économie !

3^{me} voie : Croissance accélérée avec disparition complète de toute forme de sous-emploi

L'absorption totale des chômeurs invisibles et visibles implique, on le sait, une égalisation parfaite des productivités marginales dans toutes les activités ; ce principe commande alors aux entrepreneurs de fixer le salaire d'embauche en Oq_3 (diagramme inférieur) seul niveau qui égalise les produits marginaux dans les deux secteurs, assure à tous les travailleurs le plein emploi et maximise la croissance puisque la production totale $OX_3 + OY_3$ atteint un volume largement supérieur à celui résultant des deux voies précédentes.

Le système favorise ainsi l'emploi optimal et confère à la population active les proportions des pays accédant à la maturité puisque OA_3 travailleurs sont agricoles et OI_3 non agricoles (soit d'après notre figure 45 % et 65 %).

L'absence totale de sous-emploi dans notre économie bi-sectorielle repose donc sur un abaissement très substantiel du plancher des salaires, ce qui fait aussitôt songer à la vieille loi d'airain. Le succès d'un tel équilibre de plein emploi demeure en fait très douteux

et purement théorique car ses conditions de réalisation seront très vraisemblablement rejetées par chacun des secteurs en présence.

Du côté de l'agriculture traditionnelle, une rémunération de q_3 ne provoquerait aucun exode rural puisqu'elle serait inférieure au niveau moyen de subsistance q_0 en situation initiale : il ne se produirait pas d'appel de main-d'œuvre vers le secteur moderne, un tel salaire bloque donc tout le mécanisme des transferts intersectoriels.

En ce qui concerne le secteur industriel, si les entrepreneurs maximisent bien leurs profits en embauchant des effectifs OI_3 , ils se montreront néanmoins réticents à utiliser un si grand nombre d'ouvriers : d'abord parce qu'ils n'escomptent pas « faire le plein » immédiat de leur main-d'œuvre mais qu'ils préfèrent y parvenir progressivement, et surtout, parce que les bas salaires étant souvent la cause d'une basse productivité, ils connaissent la faible efficience d'un personnel mal payé.

Au total cette troisième voie reste une hypothèse bien théorique et peu praticable : la disparition des chômages occulte et déclaré se fait au prix de salaires d'un si faible niveau que les mécanismes d'entraînement et de croissance seraient vite enrayés : on redécouvre ainsi que dans une économie sous-développée la recherche du plein emploi contraint à de maigres niveaux de vie et l'on retombe alors dans la trappe malthusienne.

♦♦

La conclusion de cette analyse est, qu'une fois franchi un certain « seuil libérateur » autorisant le démarrage, les pays sous-développés ont le choix entre nos deux premières voies : pour des niveaux de production comparables l'option porte sur le maintien dans l'économie d'une agriculture prédominante incluant une importante masse de chômage déguisé à l'exclusion de tout chômage déclaré ou sur une économie de proportions sectorielles plus équilibrées mais comprenant des « disoccupati » à la fois dans les villes et dans les campagnes.

Les économies concrètes associent un mélange des deux ; il semble pourtant que depuis quelques années la deuxième voie soit plus largement suivie que la première, ce qui pose le problème des liens existant entre le chômage occulte et le sous-emploi urbain.

RELATIONS ENTRE LE CHOMAGE DEGUISE ET LE CHOMAGE REEL

L'une des caractéristiques majeures du sous-développement est une hyper-croissance des populations urbaines sans cesse alimentée par un exode rural presque pathologique, concomitante à une impuissance de l'économie urbaine à procurer des emplois permanents à une importante fraction des masses en quête de travail ; ce chômage chronique qui sévit dans toutes les grandes agglomérations se manifeste aussi bien dans les pays à faible densité démographique que dans les pays surpeuplés et autant (sinon plus) dans les pays qui s'industrialisent rapidement que dans ceux dont l'économie est stagnante.

Le remède à ce problème du sous-emploi urbain serait logiquement de stimuler la croissance à partir d'investissements labor plutôt que capital intensive, selon le double argument que l'expansion sera plus rapide et surtout plus efficiente en raison du faible coût relatif du travail au capital et qu'en outre, pour un volume d'investissement donné, le taux d'accroissement de l'emploi sera nettement supérieur. Néanmoins, l'application de ces principes dans les pays à industrialisation naissante ne s'est traduite le plus souvent que par des échecs et par une incapacité à résorber le chômage dans les grands centres industriels lequel tend au contraire à s'aggraver : c'est dire que la solution (si elle existe) nécessite au moins une approche supplémentaire. Dans la mesure où l'analyse du chômage urbain peut constituer un prolongement à celle du chômage déguisé, quelques suggestions peuvent être tentées en vue d'expliquer la coexistence réelle entre les flux de migrations rurales et l'ampleur du sous-emploi dans les villes.

Revenons un instant sur le processus concret du transfert des travailleurs d'un secteur à l'autre en considérant la composition effective de la main-d'œuvre urbaine. Une économie réduite au diptyque primaire-secondaire demeure structurellement ultra-simplifiée car la main-d'œuvre citadine comprend au moins trois groupes distincts : un sous-prolétariat incluant les chômeurs, des activités traditionnelles (multiples formes de petits commerces et services, micro-entreprises artisanales non mécanisées, etc...) et enfin un secteur industriel capitalisé (le seul dont nous ayons parlé jusqu'ici). A part des cas très spéciaux d'embauchage direct, le travailleur agricole qui émigre en ville se retrouve initialement pendant un certain temps dans l'une des deux premières catégories et doit alors se contenter d'un emploi peu

lucratif avant d'être recruté dans une firme industrielle ; aussi, convient-il de rechercher pourquoi le paysan-chômeur déguisé accepte à la limite de se transformer en chômeur déclaré : nous verrons que sa conduite est en grande partie liée à la politique pratiquée en matière de salaires par les entrepreneurs de la branche industrielle.

Les rémunérations offertes par le secteur de pointe sont, on l'a dit, proportionnellement plus élevées que celles de l'agriculture traditionnelle : ce lien originel entraîne d'importantes conséquences et permet notamment d'expliquer la persistance du sous-emploi urbain. Les salaires versés par les firmes organisées sont largement au-dessus du taux qui équilibrerait l'offre et la demande sur le marché du travail : de multiples pressions sociales et institutionnelles poussent, certes, les salaires à la hausse mais il est surtout de l'intérêt des entrepreneurs d'embaucher à des salaires relativement élevés : nous avons montré comment, compte tenu des réactions du système économique, les chefs d'entreprise maximisent mieux leurs profits au salaire q_2 qu'au salaire inférieur q_1 , ceci ayant pour conséquence d'entraîner un chômage urbain d'un travailleur sur cinq.

Malgré la menace de sous-emploi, la promesse d'un bon paiement du travail fait dès lors mieux comprendre l'attitude du migrant rural : il faut abandonner la conception « occidentale » que ce dernier ne déserte l'exploitation qu'une fois assuré d'un emploi stable dans le secteur d'accueil ; en pays sous-développé, où les anticipations constituent toujours un mobile important, le paysan quitte la terre parce que la probabilité d'améliorer son sort à la campagne lui paraît très minime alors qu'elle demeure sérieuse dans une grande agglomération où, à terme, il est assuré d'un bon salaire. Il se contente momentanément de très peu, en acceptant même de voir sa condition empirer, car il conserve l'espoir de franchir pas à pas les degrés de l'échelle sociale en passant du chômage réel au secteur urbain traditionnel, puis enfin au secteur industriel. Ce processus des migrations professionnelles jointes à sous-emploi apparent suscite, chemin faisant, deux types de réflexion :

— d'une part, il convient de dépasser la simple distinction entre facteurs d'appel et de refoulement et surtout de ne plus considérer que la population agricole soit systématique-

ment un reste : c'est au contraire la population urbaine qui, en secrétant un sous-prolétariat et une masse de chômeurs, constitue la population résiduelle des « laissés-pour-compte » ;

— d'autre part, les mécanismes de la loi d'airain ne semblent guère entrer en jeu : loin de chercher à sous-payer leur main-d'œuvre, les entrepreneurs préfèrent la rémunérer à un taux supérieur à l'équilibre du marché de l'emploi ; ils ne souhaitent pas créer une armée de chômeurs leur permettant d'exploiter leurs travailleurs puisque ce sont au contraire les salaires relativement élevés qui entretiennent le sous-emploi urbain.

Nous sommes maintenant à même de comprendre qu'un fort accroissement de la production industrielle, même à base de techniques exigeantes en travail, c'est-à-dire créatrices d'emploi peut n'avoir qu'un faible impact sur l'absorption du sous-emploi si, dans le même temps, la différence entre salaires urbains et ruraux s'accroît également (4) : ainsi s'explique pourquoi le chômage réel est d'autant plus accentué dans les grandes cités qu'il existe des firmes puissantes qui offrent toujours des salaires beaucoup plus élevés que les multiples petits métiers plus ou moins archaïques ; on apprécie alors à quel point il demeure difficile de réduire le sous-emploi sans un effort pour restreindre le fossé entre revenus urbains et ruraux. L'explication du chômage des villes ne dépend alors qu'indirectement de l'importance du chô-

mage déguisé en agriculture mais reste par contre intimement reliée à l'existence du « gap » entre les salaires par secteur, la solution devant alors être logiquement recherchée dans des politiques tendant à niveler ces écarts.

Il est en effet souvent peu réaliste de supposer que l'émigrant rompe toute attache avec les membres de sa famille restés sur l'exploitation : il est loin d'être prouvé que celui qui part en ville abandonne son droit au partage du revenu agricole. Il est en outre de l'intérêt de ceux qui demeurent sur les terres d'encourager le départ des leurs dont la consommation excède la contribution au produit ; ils seront sans doute même enclins à favoriser voire « subventionner » toute émigration individuelle dans la mesure où, en situation de surpeuplement, tout départ entraîne une augmentation du revenu distribuable. Si les transferts de revenu (ou de produits) entre zones rurales et urbaines sont rendus possibles, ou si de façon générale les liens se maintiennent, on peut alors envisager un système de « part-time » analogue à celui de l'ouvrier-paysan des pays industriels ; dans ces conditions, le produit moyen de l'agriculture n'a plus de raison d'être considéré comme un plancher du salaire urbain. Une telle politique est susceptible de faciliter, sinon une égalisation, tout au moins une forte atténuation des disparités de revenus et d'éviter ainsi un accroissement du chômage dans les grands centres industriels.

CONCLUSION

Tout au long de cette analyse, nous n'avons pas manqué de faire preuve d'une grande méfiance envers l'assimilation rigide du chômage caché à une productivité marginale nulle du travail, phénomène qui ainsi interprété ne repose que sur une vision partielle et succincte risquant d'entretenir de perpétuels malentendus ; nous pensons avoir suffisamment démontré que l'état de sous-emploi invisible était parfaitement compatible avec un produit marginal positif : d'ailleurs là ne réside pas le fond du problème car toute discussion sur la nature et les vertus du chômage occulte ne fait guère avancer la croissance des économies dualistes. Le chômage déguisé n'est pas, per se, une cause première du sous-développement, il

en est beaucoup plus une manifestation ou une conséquence et ne représente donc pas à priori un élément moteur ou un surplus investible comme certaines théories précoces l'ont longtemps cru.

Le chômage déguisé est caractéristique d'un équilibre de sous-emploi chronique qui règne en pays insuffisamment développé ; sa disparition doit donc reposer sur des politiques actives propres à briser les multiples cercles vicieux dont il ne constitue qu'un maillon ; sa thérapeutique ne se fonde pas seulement sur des transferts de main-d'œuvre mais sur des efforts de productivité menés en particulier dans l'agriculture traditionnelle : de telles actions auront un triple effet bénéfique, d'accroître d'abord la production et donc le surplus agricole, d'augmenter simultanément l'emploi et le revenu dans le secteur de subsistance et donc de réduire les inégalités de gains entre campagnes et villes qui sont la cause majeure du sous-emploi urbain.

(4) Ces interdépendances peuvent être démontrées à l'aide de modèles mathématiques très complets : cf. TODARO (M.). — « A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries ». *American Economic Review*, mars 1969 ; également WELLISZ, article cité.